

Kenya : violences, faible participation... la présidentielle accumule les ratés

@rib News, 26/10/2017 – Source AFP Boycott de l'opposition, participation en berne, au moins quatre morts dans des heurts avec la police, report du scrutin samedi dans l'ouest : l'élection présidentielle jeudi au Kenya a connu une accumulation de ratés qui laisse augurer des lendemains difficiles. Convoquée après une première présidentielle annulée et au terme d'une crise de deux mois qui a divisé la Nation, cette élection devrait voir le président sortant Uhuru Kenyatta, 56 ans, être largement réélu, en raison du boycott de son principal opposant, Raila Odinga, 72 ans.

Mais pour le fils de Jomo Kenyatta, le père de l'indépendance, cette réélection promise apparaît comme une victoire à la Pyrrhus. Le leader de l'ethnie kikuyu, la plus nombreuse et influente du pays, a d'ores-et-déjà perdu son pari. Après avoir tout fait pour éviter le report de l'élection souhaité par l'opposition, il comptait sur une large mobilisation des électeurs pour se redonner un peu de légitimité démocratique. Mais lassés de l'inconséquence de leurs dirigeants, ces-ci ont massivement boudé les urnes. La participation était estimée à 17h00 (14H00 GMT) à 48%, en forte baisse par rapport aux 79% du scrutin présidentiel du 8 août, invalidé par la justice pour "irrégularités", a annoncé en soirée le président de la Commission électorale (IEBC), Wafula Chebukati. M. Kenyatta, dont la réélection attendue promet d'être soumise à une multitude de recours en justice, ne semble pas avoir été capable de convaincre au-delà de ses électeurs du premier scrutin. Quelque 19,6 millions d'inscrits étaient en théorie attendus dans les bureaux de vote. Mais les files d'attente sont restées bien maigres, dans un contraste saisissant avec l'effervescence qui avait marqué les élections générales du 8 août. Surtout, ce nouveau scrutin, marqué par des violences dans les bastions de l'opposition entre certains de ses partisans, qui ont tenté de bloquer l'accès aux bureaux de vote, et la police, a laissé apparaître un pays profondément fracturé. - 'Ils nous tirent dessus' - Au moins quatre personnes ont été tuées par balle et des dizaines d'autres blessées, selon des sources policières et hospitalières. Trois hommes sont morts dans le bidonville de Mathare à Nairobi, et les villes de Kisumu et Homa Bay, dans l'ouest. La police a précipité en soirée qu'une autre personne avait succombé à une blessure à une jambe à Kisumu. Au moins 87% des 40.883 bureaux de vote ont ouvert, selon le chef de l'IEBC. Mais dans l'ouest, la plupart sont restés fermés, le matériel électoral n'ayant pu être acheminé et les agents électoraux craignant pour leur sécurité. Cette situation a incité la Commission électorale à reporter le scrutin samedi dans quatre des 47 comtés du pays (Homa Bay, Kisumu, Migori et Siaya), tous situés dans l'ouest et majoritairement peuplés par l'ethnie luo de M.Odinga. Les mêmes difficultés risquent toutefois de se répéter samedi. "Je déclare une semaine de deuil et nous ne participerons pas à une élection si nous sommes en deuil", a ainsi lancé le gouverneur du comté de Kisumu, Anyang' Nyong'o. M. Odinga avait appelé ses partisans à rester "chez eux". Mais tous n'ont pas respecté cette consigne. A Kisumu, les manifestants ont érigé des barrières, où ils faisaient brûler des pneus. En fin d'après-midi, la ville et ses alentours étaient quadrillés de dizaines de barrages. La police a fait un usage régulier de gaz lacrymogène et parfois tiré en l'air pour disperser ces groupes. Les mêmes scènes se sont répétées à Siaya et Homa Bay, et dans des bidonvilles de Nairobi, Kibera et Mathare. "C'est fou, ils nous tirent dessus. Nous manifestons et ils nous tirent dessus. De quel genre de pays s'agit-il?", a déclaré à l'AFP Samuel Okot, 20 ans, venu dans un hôpital de Kisumu avec son ami Joseph Ouma, blessé par balle à un genou. - 'Mouvement de résistance' - Le calme a régné dans le reste du pays, placés sous une haute sécurité après des semaines de climat politique déchaîné. Au moins 44 personnes ont été tuées depuis le 8 août, la plupart dans la répression des manifestations par la police. Ce nouveau scrutin était organisé après l'annulation le 1er septembre par la Cour suprême de l'élection du 8 août, à l'issue de laquelle M. Kenyatta avait été proclamé vainqueur avec 54,27% des voix, contre 44,74% à M. Odinga. La Cour avait justifié cette décision - une première en Afrique - par des irrégularités dans la transmission des résultats, faisant peser la responsabilité de ce scrutin "ni transparent, ni vérifiable" sur l'IEBC. Galvanisé par ce jugement, M. Odinga, déjà trois fois candidat malheureux à la présidence (1997, 2007, 2013), a fait pression pour obtenir une réforme de cette Commission. Mais si l'IEBC a entrepris quelques timides changements, l'opposition estime qu'elle reste acquise au pouvoir. M. Chebukati avait lui-même accordé cette idée la semaine passée en admettant qu'il ne pensait pas l'IEBC en mesure de garantir un scrutin crédible. Dénonçant la "dictature" qui s'est abattue sur le Kenya, Raila Odinga avait appelé de ses vœux mercredi la création d'un "Mouvement national de résistance" contre "l'autorité illégitime du gouvernement". Ce jour d'élection pourrait avoir marqué le lancement de ce mouvement. Cette crise, la pire depuis les violences politico-ethniques de 2007-2008 (au moins 1.100 morts), a remis en lumière les profondes divisions sociales, géographiques et ethniques qui traversent le Kenya et ses 48 millions d'habitants.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});